

Contre les pressions et les intimidations de l'extrême droite à l'encontre des enseignant-es de Seine-Saint-Denis!

À Saint-Denis, le 6 octobre 2023

Le choix du gouvernement de lancer une offensive raciste et islamophobe dès le jour de la rentrée contre les élèves musulman·e·s contribue aujourd'hui à des attaques de plus en plus décomplexées de l'extrême droite contre les enseignant·e·s et les établissements. Il faut stopper immédiatement cette offensive. Il en va de la sécurité de nos collègues, de nos élèves et de l'avenir de nos écoles qui voient des actions malveillantes et des tentatives d'intimidation se multiplier dangereusement depuis quelques temps :

Le 19 septembre, des députés RN ont essayé de forcer l'entrée d'un établissement de Seine-Saint-Denis, accompagnés par des médias d'extrême droite, pendant que les personnels étaient mobilisés contre l'interdiction des abayas décrétée par le ministre. Cette tentative a été suivie d'un déferlement de menaces ainsi que d'attaques homophobes et islamophobes sur les réseaux sociaux.

Ces mêmes médias d'extrême droite n'ont pas hésité à diffuser en ligne les adresses et les photos d'enseignant-es syndicalistes aux positions antiracistes, en appelant à des représailles physiques !

Un autre exemple de cette offensive de l'extrême droite sur l'école publique: le mouvement "Parents vigilants", créé par Eric Zemmour, appelle dorénavant ses militant·es à se présenter aux prochaines élections de parents d'élèves ainsi qu'à dénoncer toute action pédagogique visant à lutter contre les discriminations racistes, contre l'éducation à l'égalité et notamment contre les LGBTQIAphobies.

Comme dans les cas de répression de nos collègues syndicalistes de Pasteur, de Joliot Curie et d'Angela Davis, nos hiérarchies (Ministère, Rectorat, DSDEN, chef-fes d'établissement) utilisent des articles de la presse réactionnaire et d'extrême droite pour justifier leurs décisions et mettre en place des mesures disciplinaires. Ils reprennent sans sourciller les vocables racistes de "woke" et d'"islamo-gauchisme". Dernier exemple en date d'une répression acharnée s'appuyant sur ces bases? Notre collègue syndicaliste Hanane est convoquée en conseil de discipline au prétexte d'une "atteinte aux valeurs de la République".

SUD éducation 93 apporte son soutien aux syndicalistes enseignant-es et défendra toutes celles et ceux qui sont attaqué·es par des médias, des personnalités, des associations ou encore des élu·es d'extrême droite.

SUD éducation 93 rappelle au ministère ses responsabilités dans la surenchère raciste actuelle : la note de service sur les abayas a assis le sentiment d'impunité de ces forces réactionnaires qui mènent une véritable croisade en ligne contre les militant·es syndicaux·ales et politiques engagé·es dans les luttes contre le racisme systémique d'État.

SUD éducation 93 exige du rectorat qu'il assure la sécurité des personnels et usager·es de l'Éducation nationale, en les protégeant dans et en dehors de leurs établissements.

SUD éducation 93 exige l'abrogation de la loi du 15 mars 2004 interdisant le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, les collèges et les lycées publics et dénonce l'instrumentalisation islamophobe qui est faite de la laïcité.